

Puigdemont peut être remis à l'Espagne

Allemagne La justice allemande a autorisé jeudi la remise à Madrid du chef indépendantiste catalan pour malversations, non pour rébellion.

La justice allemande a autorisé jeudi la remise à Madrid du chef indépendantiste catalan Carles Puigdemont pour malversations, mais a rejeté le motif plus grave de rébellion pour lequel il est inculpé en Espagne. *“L’extradition pour l’accusation de détournement de fonds publics est recevable, une extradition pour l’accusation de rébellion n’est pas recevable”*, a indiqué le tribunal du Schleswig-Holstein, précisant que, désormais, il revient au procureur d’organiser cette remise aux autorités espagnoles et que l’ex-président de la Catalogne *“Carles Puigdemont reste libre”* dans l’intervalle.

Le principal intéressé, qui a interjeté appel, a assuré, dans la foulée, qu’il se battrait *“jusqu’au bout”* pour s’opposer à sa remise aux autorités espagnoles, *“et (nous) gagnerons !”*, a-t-il écrit sur Twitter. *“Nous avons vaincu le principal mensonge soutenu par l’Etat. La justice allemande dit que le référendum du 1^{er} octobre n’est pas de la rébellion.”*

La décision du tribunal porte un coup aux chefs d’accusations espagnols, car elle peut empêcher un procès pour rébellion, crime passible de 30 ans de prison en Espagne. *“La cour part du principe que le tribunal espagnol respectera (la décision allemande) et qu’il ne poursuivra pas l’accusé Puigdemont pour rébellion en plus de l’accusation de corruption.”*

Les juges ont aussi rejeté les arguments de l’indépendantiste catalan qui estimait être victime de poursuites politiques et que dès lors son extradition devait être interdite. *“Il est aberrant de porter (une telle accusation) contre l’Etat espagnol, membre de la communauté de valeur et de l’espace juridique de l’Union européenne”*, estime le tribunal.

Poursuivi pour rébellion et détournements de fonds en Espagne en raison du référendum d’indépendance catalan organisé à l’automne 2017, Carles Puigdemont s’était réfugié en Belgique après sa destitution de la présidence catalane par Madrid et de là voyageait pour tenter d’internationaliser son combat. Il avait été interpellé fin mars dans le nord de l’Allemagne, revenant d’un déplacement en Finlande. (AFP)